

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

MAROC-ISRAËL/DIPLOMATIE. DES RELATIONS "DÉJÀ NORMALES"

Les relations entre le Maroc et Israël étaient "déjà normales" avant l'accord annoncé jeudi dernier par le président américain Donald Trump, a soutenu le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita dans un rare entretien hier au quotidien israélien Yediot Aharonot. Le Maroc, qui avait entretenu des relations officielles avec Israël à la fin des années 1990, après les accords israélo-palestiniens d'Oslo, est le quatrième pays arabe à annoncer cette année un accord de normalisation de ses relations avec l'Etat hébreu, après les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Soudan.

NIGER/JIHADISTES. AU MOINS 27 MORTS DANS UNE ATTAQUE ATTRIBUÉE À BOKO HARAM

Au moins 27 personnes ont été tuées dans la nuit de samedi à dimanche dans une attaque du groupe jihadiste Boko Haram dans la région de Diffa, dans le Sud-Est du Niger, proche du Nigeria, a-t-on appris auprès d'un responsable local. Des témoins et élus locaux ont confirmé l'attaque, sans donner de bilan. Elle survient le jour des élections municipales et régionales dans le pays.

UE-GRANDE-BRETAGNE/BREXIT. ULTIME EFFORT POUR ÉVITER LE NO DEAL

Le Premier ministre britannique Boris Johnson et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen ont décidé hier de poursuivre les négociations commerciales post-Brexit, malgré les difficultés, afin d'éviter un no deal aux lourdes conséquences économiques. Londres et Bruxelles avaient pourtant rivalisé de pessimisme ces derniers jours, Boris Johnson estimant un échec "très, très probable", quand la chef de l'exécutif européen Ursula von der Leyen jugeait "faibles" les espoirs d'accord.

RDC : Tshisekedi marque des points à l'Assemblée contre Kabila

M. A (Source AFP)
Libreville/Gabon

L'ISSUE de ce bras de fer était indécise. Elle vient de tourner à son avantage. Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a en effet remporté jeudi une grande victoire contre la majorité parlementaire de son prédécesseur Joseph Kabila, avec la destitution d'un des piliers de cette majorité, la présidente de l'Assemblée nationale Jeanine Mabunda.

La chute de Mme Mabunda et de son bureau (direction collégiale de l'Assemblée) s'inscrit dans la crise au sommet de l'Etat du plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, où le président a annoncé dimanche la fin de la coalition qu'il formait avec son prédécesseur depuis janvier 2019.

Le chef de l'Etat avait prévenu qu'il souhaitait dégager sa propre majorité d'"Union sacrée" à l'Assemblée pour soutenir sa politique de réformes, en menaçant dans le cas contraire de dissoudre la chambre basse.

A peine quatre jours plus tard, l'Assemblée a voté pour la "déchéance" de sa présidente pro-Kabila à 281 voix contre 200, ainsi que pour celle de quatre des cinq membres de son bureau.

"L'Union sacrée de la Nation vient de marquer ses premiers points", s'est félicité le porte-parole du président, Kasongo Mwema Yamba Y'amba, en reprenant le slogan du chef de l'Etat.

"Le départ de ce bureau, c'est la fin du règne de Kabila", a ajouté un député du camp Tshisekedi, Crispin Mbindule.

"Le prochain objectif c'est de pouvoir faire tomber le gouvernement", a ajouté un autre élu, Gratién Iracan. Le Premier ministre, Sylvestre Ilunga, est un membre du Front commun pour le Congo (FCC, fédération des partis pro-Kabila), comme les 2/3 des quelque 65 ministres de son gouvernement.

Le FCC revendiquait jusqu'à présent une majorité de plus de 300 députés sur 500 depuis les élections de décembre 2018. Il accuse les partisans de M. Tshisekedi



Ambiance électrique à l'Assemblée nationale, théâtre d'un vote en faveur de la déchéance de sa présidente. Une victoire pour le président Félix Tshisekedi.

d'avoir débauché ses députés en échange d'importantes sommes d'argent.

"Courage camarade. On ne gagne pas à tous les coups. Redressons

nos têtes rapidement (...) Continuons la lutte, chers soldats", a réagi l'une des composantes du FCC, le PPRD, le parti d'origine de M. Kabila.

Reste que Joseph Kabila, muet jusqu'à présent, dispose encore d'une carte dans sa manche : une vaste majorité au Sénat, dont il est d'ailleurs membre.

Tshisekedi, le président qui s'est fait un prénom



Connu avant son investiture comme le fils de l'opposant Etienne, Félix a réussi à marquer son territoire.

M. A. (Source AFP)
Libreville/Gabon

ELU dans des circonstances compliquées, longtemps considéré comme un héritier en politique, le Félix Tshisekedi n'a cessé d'affirmer son pouvoir, de s'émanciper et de se faire un prénom.

Il y a à peine deux ans, l'ex-opposant s'évanouissait brièvement lors de son discours d'investiture le 24 janvier 2019, sous l'effet de l'émotion, d'une chaleur intense

et d'un lourd gilet pare-balle qu'il n'avait pas l'habitude de porter. "Je m'en excuse auprès du président de la République", lançait-il après avoir repris ses esprits sous le regard impassible de son prédécesseur, Joseph Kabila, qui lui remettait ce jour-là dans une accolade les symboles du pouvoir, première transition sans effusion de sang au Congo.

A peine deux ans plus tard, le président, c'est bien lui. L'homme, dont certains pensaient qu'il préférerait le com-

promis au conflit, vient de faire voler en éclats en quelques jours l'accord de coalition qui le liait à Joseph Kabila : à lui-même les pouvoirs du président, à son prédécesseur le Parlement.

Avec méthode, M. Tshisekedi a marqué son territoire, bien avant son assaut contre la majorité parlementaire pro-Kabila. Il a écarté des piliers du système sécuritaire, le patron des renseignements Kalev Mutond et l'inspecteur général des armées John Numbi. En écartant ces deux "sécurocrates" sous sanctions européennes ou américaines, M. Tshisekedi a soigné son image de marque à l'étranger où il a multiplié les déplacements, en rupture avec l'isolationnisme de son prédécesseur.

Avant son investiture, "Félix", 57 ans, était surtout connu comme le fils de l'opposant Etienne Tshisekedi, décédé le 1er février 2017 à Bruxelles.

"Son père Etienne était têtue et fier. Félix est plus diplomate, plus conciliant, plus à l'écoute des autres", témoigne un bon connaisseur des méandres de la vie politique congolaise.